

# **Le Grand Paris, révélateur de choix de société**

*article paru dans Le Sarkophage hors série « ralentir la vie, ralentir la ville »*

Sarkozy croit tenir sa grande œuvre : ce serait le Grand Paris ! Comme à son habitude, il part d'un besoin de changement bien réel, et prétend s'appuyer sur des aspirations légitimes pour imposer brutalement sa vision de l'avenir... Une vision pourtant bien ringarde, dont la réalisation ne ferait qu'empirer la situation en accentuant les difficultés actuelles ! Mais hélas, les fondamentaux sarkoziens sont partagés bien au-delà de l'UMP, et une résistance efficace à son rouleau compresseur exige une vraie rupture... avec le productivisme !

## **Surtout, pas de statu quo !**

L'Ile-de-France souffre de l'héritage laissé par son histoire. Centralisation de tous les pouvoirs, hypercroissance démographique basée sur le dépeuplement des autres régions, relégation des populations les plus modestes, urbanisation mal maîtrisée et fondée sur le zonage, étalement urbain... Les conséquences au quotidien sont là pour les Franciliens : les heures de déplacement entre domicile et travail, en transports en commun quand il y en a ou en voiture sinon, les inégalités sociales, fiscales et territoriales, les difficultés à trouver et à garder un logement, les pollutions de toutes sortes. Et pour faire face, la puissance publique a multiplié le nombre d'intervenants et les particularismes. Dans toute la France, la superposition des collectivités locales rend les institutions peu lisibles : communes, intercommunalités, départements, régions, avec à chaque niveau des structures satellites, auxquels s'ajoutent les services déconcentrés de l'État... Ici, il faut encore ajouter le statut d'exception pour Paris, ville-département avec deux préfetures aux compétences distinctes et une présence renforcée de l'État ; des syndicats intercommunaux à géométrie variable et aux territoires presque jamais cohérents entre eux ; des communautés d'agglomération basées plus sur les proximités partisans que sur des cohérences territoriales... Tout le monde s'y perd et les réponses institutionnelles aux maux de la région ne sont pas à la hauteur. N'en déplaise aux maires, présidents de Conseils généraux et de Conseil régional qui y trouvent la base de leur pouvoir local, cette architecture institutionnelle doit laisser place à des espaces de décisions à la fois réellement démocratiques et efficaces.

## **Mais ni centralisation...**

Pour autant, l'aspiration au changement ne peut justifier la méthode Sarkozy, qui revient à prendre brutalement le pouvoir sur une part conséquente du territoire, au détriment des collectivités territoriales et sans laisser de place pour les citoyens. Le projet de loi déjà adopté par l'Assemblée nationale et prochainement discuté au Sénat vise à imposer une « Société du Grand Paris », dont la direction exécutive serait directement nommée en Conseil des ministres, écartant ainsi la représentation des habitants et de leurs élus. Son objet : construire un métro rapide desservant par une quarantaine de gares quelques pôles qualifiés de stratégiques comme la Défense, Saclay et les aéroports de Roissy, Le Bourget et Orly. Les alentours de ces gares seraient soumis à des expropriations massives afin de monter des opérations immobilières décidées sans concertation, tout en confisquant les plus-values aux collectivités locales pour financer ce schéma taillé à coup de sabre. Les élections en Ile-de-France ne désigneraient alors qu'un Conseil régional singulièrement affaibli. Cinquante ans de décentralisation de notre pays, certes imparfaite et aux moyens limités, seraient ainsi balayés.

Et ce, d'autant que de nouvelles ponctions sur les budgets locaux pourraient venir compléter un financement annoncé de 24 milliards d'euros mais loin d'être assuré, en l'état, quand bien même il serait tenu. Il est censé reposer sur des expropriations massives, un endettement lourd mais aussi la

valorisation foncière des terrains récupérés. Or, ce dernier moyen, sans lequel le projet n'est pas réalisable, est clairement mis en doute dans un rapport de Gilles Carrez, rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Les revenus qu'il est réellement possible d'en retirer sont sans commune mesure avec les investissements envisagés. Au final, les collectivités territoriales, donc les contribuables locaux, seraient mis à contribution.

### **...ni conformisme productiviste**

Au-delà de la méthode, le contenu et la logique mêmes du projet sont à l'opposé de la société écologiste et solidaire dont nous avons besoin. Au printemps 2009, Sarkozy promettait de faire de l'Ile-de-France une grande capitale à l'échelle mondiale. En ce début 2010, il précise son credo libéral dans un entretien accordé à la revue *L'Architecture d'Aujourd'hui* : « à l'évidence, il faut inventer des conditions permettant plus de liberté : liberté de construire plus et mieux ; liberté de circuler plus vite et plus écologique ; liberté de créer plus facilement des projets et des entreprises. » Concurrence mondiale basée sur des critères libéraux et productivistes, concentration des ressources et des emplois dans une seule métropole, éloge de la vitesse libérée de toute contrainte : telles sont les orientations de fond d'un projet très éloigné d'une vision globale pour la région qui aurait rééquilibré ses territoires, réduit les zones de pauvreté et facilité les déplacements de banlieue à banlieue. C'est le retour à un aménagement du territoire consistant à vider les autres régions de leur potentiel de recherche, d'emplois qualifiés, de dynamisme économique, pour tout capter en Ile-de-France. Et à l'intérieur de la région francilienne, entre les pôles d'activité, pas question de ralentir le transport rapide pour dirigeants pressés et de desservir les zones d'habitation et d'activité traversées. Au stade actuel du projet, l'accès au métro rapide ne serait pas compris dans les abonnements. Il faudrait donc payer un supplément, induisant une discrimination par l'argent. La loi sur le Grand Paris n'aborde jamais les conditions de vie des populations. Elle ne répond pas plus aux enjeux climatiques et de la biodiversité : elle promet intensification du transport aérien, poursuite des déplacements contraints liés à l'étalement urbain et bétonnage – notamment du plateau de Saclay, balayant les propositions alternatives de maraîchage pour alimenter les circuits courts. L'affairisme immobilier pourrait connaître une nouvelle poussée. La Défense est destinée à concurrencer la City dans le domaine financier, dont tout le monde connaît l'intérêt social et environnemental...

Nous savons où mène ce modèle :

- des délocalisations, car on ne gagne pas à tous les coups contre le reste du monde,
- quelques emplois pour cadres très qualifiés complètement pressurés, et rien pour les autres,
- l'abandon des territoires et des habitants hors des pôles de compétitivité,
- des temps de transport toujours plus importants entre habitation et travail,
- un gaspillage irresponsable d'énergie et de matières premières.

### **Faiblesse des premières réponses**

Les critiques de la gauche institutionnelle se sont concentrées sur la méthode et se sont cristallisées autour du syndicat d'études intercommunal Paris Métropole, regroupant majoritairement des collectivités territoriales de gauche et quelques unes de droite. Par construction éloigné des citoyens, ce syndicat a le mérite d'exister comme lieu d'échange sur des projets concrets. Mais politiquement, il est affaibli à la fois par son hétérogénéité au-delà du clivage gauche-droite, et par la domination des maires peu enclins aux changements pourtant nécessaires.

Pire, la symbiose réalisée par le projet du Grand Paris entre concepts d'aménagement mal vieillissés des années 60-70 et furie libérale des années 2000 n'est pas l'apanage de la droite. Le discours sur la concurrence internationale rejoint des pratiques quotidiennes de concurrence entre les territoires, et, au-delà de l'insupportable dépossession du pouvoir local, la tentation est grande pour bien des élus d'accepter le projet sarkozien, pour peu qu'il finisse par intégrer leurs revendications locales. Un

pseudo-consensus pourrait ne coûter que quelques gares de plus.

### **Construire un contre-projet, avec une autre méthode**

L'appel au statu-quo serait balayé par Sarkozy, selon un schéma bien rôdé. L'ampleur de son ambition et la violence de l'attaque réclament une réponse d'une toute autre ampleur, avec un véritable projet alternatif, et surtout en accordant une place centrale à son élaboration démocratique. Les formations politiques de gauche qui renoncent à faire de la campagne électorale en cours un vrai lieu de débat sur le Grand Paris, et des élections régionales un référendum contre le projet de Sarkozy, affaiblissent le rapport de force en vue de l'affrontement qui viendra dès le lendemain du second tour. Il est vrai qu'il faudrait pour cela qu'elles surmontent leurs propres contradictions internes et qu'elles aient les capacités d'élaboration d'un projet réellement en rupture avec la doxa libérale et avec le productivisme.

La méthode suppose un temps long de concertation clôturé par une consultation populaire (pourquoi pas un référendum, si toutefois le débat préalable permet qu'il ne porte pas sur un projet bouclé d'avance et s'il n'est pas biaisé dans sa formulation ?). Mais les grands axes d'une alternative sont connus et demandent à être articulés avec cohérence :

- relocalisation de l'économie, ce qui comprend le rapprochement des emplois et de l'habitat, de la production et de la consommation, une action foncière tournée vers la promotion des circuits courts,
- densification maîtrisée des zones déjà construites, pour lutter contre l'étalement urbain consommateur de sols et facteur de déplacements subis,
- rupture avec la course à la vitesse, vers des rythmes de vie plus adaptés à l'épanouissement des personnes, moins de temps gaspillé dans les transports, moins de stress, plus de temps pour soi et les autres,
- maillage des territoires, ce qui suppose un projet ambitieux de transports en commun notamment de banlieue à banlieue,
- unification fiscale pour casser la concurrence des territoires et péréquation des ressources pour combler les inégalités,
- création d'une nouvelle collectivité élue au suffrage universel direct, non pas en plus, mais à la place d'échelons à supprimer ; les compétences de nombre de syndicats intercommunaux au fonctionnement plus ou moins opaque devraient à cette occasion être transférées à cette nouvelle entité et les délégations de service public consenties par eux aux multinationales remises en question.

Les difficultés de l'entreprise sont également connues : si un rééquilibrage Est-Ouest est nécessaire, il faudrait veiller à ce que la nouvelle organisation administrative ne conduise pas à un renforcement des inégalités centre-périphérie, avec une zone dense captant l'essentiel des richesses au détriment des marges plus rurales de la région, voire au détriment des régions voisines.

Le contre-projet n'est pas livrable clé en mains, il doit faire l'objet d'un vaste chantier, car en Ile-de-France comme ailleurs, c'est une toute autre société que nous voulons construire... Mais c'est urgent !

Martine Billard  
députée de Paris  
porte-parole du Parti de Gauche